

Une vie en marge pour les jeunes ruraux sans diplôme

Clément Reversé,

maître de conférences en sociologie,
université Toulouse Jean-Jaurès,
chercheur à l'Utopi (ex-Certop),
chercheur associé au centre
Émile-Durkheim.

L'ESSENTIEL

■ **Dans le monde rural où le marché de l'emploi s'est aussi tertiarié, de nombreux jeunes sans qualification vivent une précarité invisible et brutale : contrats instables, horaires éclatés, travail au noir, chômage sans indemnités. Les politiques d'insertion professionnelle reposant sur la formation et sur la mobilité ne sont pas adaptées à un public sans moyens, sans voiture, sans réseau. Il en résulte un isolement social, source de souffrance psychique.**

En milieu rural, le travail ne se recentre plus autour des usines ou des champs. Ce dernier est largement tertiarié [1], mais surtout de plus en plus fragmenté et précaire. Pour les jeunes sortis de l'école avant l'obtention d'un diplôme de niveau CAP-BEP – 360 000 ruraux en France, selon une estimation fondée sur les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) [2] –, le marché de l'emploi n'est plus une promesse d'intégration. En effet, dans les campagnes, l'intérim, les petits contrats à durée déterminée (CDD) et le travail au noir se sont imposés comme le principal canal d'accès à l'emploi pour les jeunes sans qualification. Leur vie se déroule entre des contrats précaires, des horaires éclatés et des périodes de chômage sans droit. Si les ruraux sans diplôme ont 1,23 fois plus de probabilité d'emploi que les urbains [3], cela cache des situations de précarité. L'emploi rural ne manque pas toujours, mais il se dérobe – instable, temporaire, souvent à temps partiel.

Un accès difficile à la formation

L'absence de diplôme les relègue aux marges du marché local, là où le contrat à durée indéterminée (CDI) est un mirage et où l'accès à la formation est bloqué par le coût, la distance ou la défiance envers les institutions. Pensées depuis les métropoles, les politiques d'insertion reposent sur des présupposés largement inadaptés aux réalités rurales : la mobilité permanente, la disponibilité immédiate et l'accès à la formation sont érigés en normes, alors même que ces jeunes disposent de peu de ressources matérielles, rarement d'un véhicule et encore moins de réseaux mobilisables. Parallèlement, le capital d'autochtonie¹ [4], longtemps protecteur dans les bourgs – connaissance des employeurs, réputation locale, sociabilité de proximité –, perd de sa valeur à mesure que les recrutements se dépersonnalisent, passant par des plateformes numériques ou par l'intérim. Ce basculement fragilise particulièrement les jeunes qui restent vivre dans le monde rural, en les privant à la fois de soutiens institutionnels efficaces et de ressources locales autrefois décisives. Ceux qui restent deviennent ceux qui ne bougent pas.

Non seulement ces jeunes ne trouvent pas d'emploi stable, mais ils ne sont plus identifiés comme des travailleurs potentiels. Les employeurs parlent d'eux comme de « *jeunes paumés* », les élus comme des « *cas difficiles* ». Leur exclusion est double : économique, mais aussi symbolique. Sans place dans le travail, ils n'en ont plus dans le monde social. Dans les campagnes, cette misère reste invisible. Les jeunes « *à la marge du marché* » [5] rappellent, par leur trajectoire, qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème d'emploi, mais d'une transformation profonde du lien

social : quand le travail disparaît, c'est la société elle-même qui cesse de reconnaître certains de ses membres.

Troubles anxieux et conduites addictives

Le retrait progressif de l'école, puis du marché du travail s'accompagne d'un retrait du monde, où la honte, la fatigue et le désenchantement se mêlent. La pauvreté ne se résume pas à un manque d'argent : elle s'enracine dans un manque de liens, un isolement dangereux.

L'isolement est non seulement géographique, mais aussi social. Vivre à 10 km du premier supermarché ou à 30 min du centre-ville, sans voiture ni transports, c'est être coupé des autres. Le village, autrefois espace d'entraide, devient un lieu de surveillance et de rumeurs [6]. Les jeunes dont les parcours dévient (inactivité, petits délits, maternité précoce, etc.) se retrouvent vite désignés comme « *cassos* »², catégorie infamante qui isole autant qu'elle identifie. Le stigmate enferme et colle à la peau. Beaucoup finissent par l'intégrer, parfois même le revendiquent avec ironie. Toutefois, derrière le rire se loge un profond sentiment d'inutilité sociale. Les politiques d'insertion, les missions locales ou les conseillers d'intérim apparaissent comme des mondes étrangers, avec leurs codes, leur vocabulaire et leurs attentes de motivation qui sonnent creux quand on ne croit plus à sa propre valeur.

Les conséquences psychiques sont considérables. Dans les récits recueillis³, la dépression, les troubles anxieux et les conduites addictives sont très présents. Les jeunes calment leur mal-être comme ils le peuvent : pratiques à risque, consommation de drogues, d'alcool, d'anxiolytiques ou d'antidépresseurs (souvent sans ordonnance). Derrière une apparente apathie se



© Arnaud Bouissau / Terra

Elle révèle les effets délétères d'un monde du travail qui n'intègre plus et d'un État social de moins en moins accessible dans les territoires ruraux. Reconnaître ces jeunes comme des sujets sociaux à part entière suppose de rompre avec les lectures moralisantes de l'inactivité et de repenser les politiques publiques à partir de leurs contraintes réelles : mobilité, accès aux soins, accompagnement de long terme et lutte contre la stigmatisation. ■

cache une fatigue d'exister, nourrie par la précarité matérielle, l'isolement et la culpabilité d'être « à la traîne ». La santé mentale de ces jeunes se fragilise d'autant plus que les soutiens institutionnels sont faibles [7]. Les structures de santé sont éloignées, les psychologues rares et chers, les dispositifs publics saturés ou inadaptés.

Un manque de perspective d'avenir

La ruralité renforce la solitude : on cache son mal-être pour ne pas « faire parler ». Dans un environnement où l'honneur et la débrouille restent des valeurs fortes, demander de l'aide revient souvent à s'exposer au jugement. L'isolement devient alors un refuge, un moyen de ne plus être vu, au prix d'une lente disparition sociale. Ce retrait s'accompagne d'un effondrement des perspectives [8]. L'avenir se rétrécit à quelques jours : la prochaine mission d'intérim, le prochain contrôle du chômage, le prochain rendez-vous médical. La temporalité de la précarité, c'est celle du court terme. Le temps long, celui des projets et des engagements s'efface. Beaucoup vivent dans une attente sans objet, dans une forme de suspens existentiel où l'on survit plus qu'on ne vit [9].

Loin d'être des marginaux ou des « ensauvagés », ces jeunes incarnent une tendance plus large : la disparition des espaces qui structuraient autrefois la vie populaire rurale [10]. Leur effritement laisse place à une génération coincée entre deux mondes : trop pauvre pour partir et trop stigmatisée pour s'intégrer.

Les trajectoires de jeunes sans diplôme en milieu rural mettent en lumière une réalité : celle d'une

précarité durable qui ne se limite ni à l'emploi ni aux conditions matérielles d'existence, mais qui affecte profondément les liens sociaux, les identités et la santé mentale, produisant des parcours marqués par l'incertitude, le découragement et la perte de reconnaissance sociale. Le stigmatisme du *cassos*, loin d'être anecdotique [5], cristallise cette disqualification morale et sociale ; il contribue à transformer l'inactivité contrainte en faute individuelle, renforçant la honte et le repli sur soi. La souffrance psychique observée ne peut ainsi être comprise indépendamment des conditions sociales qui la produisent.

1. En géographie, fait d'appartenir à une population présente sur un territoire (NDLR).

2. Raccourci argotique de « cas social » (NDLR).

3. Auprès de jeunes d'une vingtaine d'années, rencontrés dans les zones rurales de trois départements de la Nouvelle-Aquitaine pour l'ouvrage *La vie de cassos. Jeunes ruraux en survie*.



Cet article est sous licence internationale Creative Commons Attribution 4.0. qui autorise sans restrictions l'utilisation, la diffusion, et la reproduction sur quelque support que ce soit, sous réserve de citation correcte de la publication originale.

La photo de cet article est protégée par le droit d'auteur et ne peut être réutilisée sans autorisation préalable.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] Aubert F., Schmitt B. De l'économie rurale agricole à l'économie spatiale et régionale, trente ans d'analyse des espaces ruraux. In : Jeanneaux P. Perrier-Cornet P. *Repenser l'économie rurale*. Versailles : Éditions Quæ, coll. Update Sciences & Technologies, 2014 : p. 30-54. En ligne : <https://doi.org/10.3917/quæ.jean.2014.01.0030>.

[2] Reversé C. *La vie de cassos. Jeunes ruraux en survie*. Bordeaux : Le bord de l'eau, coll. Documents, 2025 : 240 p. En ligne : <https://www.editionsbdl.com/produit/la-vie-de-cassos-jeunes-ruraux-en-survie/>

[3] Zaffran J. Emploi des jeunes sans diplôme : la prime au rural. *Formation Emploi*, 2018, n° 142 : p. 99-117. En ligne : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.5616>.

[4] Renahy N. *Les gars du coin : Enquête sur une jeunesse rurale*. Paris : La Découverte, 2005. En ligne : https://www.editionsdecouverte.fr/les_gars_du_coin-9782707160126

[5] Reversé C. Petits boulots et grandes galères. Être jeune sans diplôme en milieu rural. *Céreq Bref*, 2025,

vol. 465, n° 1 : p. 1-4. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-cereq-bref-2025--2-page-1?lang=fr>.

[6] Élias N. Remarques sur le commérage. Trad. Muel-Dreyfus F. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1985, n° 60 : Images « populaires » : p. 23-29. En ligne : <https://doi.org/10.3406/arss.1985.2285>

[7] Durovic A., Duvoux N. (dirs.). *Jeunes françaises contemporaines*. Paris : CNRS Éditions, coll. Sciences politiques et sociologie, 2024. En ligne : <https://www.cnrseditions.fr/catalogue/sciences-politiques-et-sociologie/jeunes-francaises-contemporaines/>

[8] Peugny C. *Pour une politique de la jeunesse*. Paris : Seuil, coll. La République des idées, 2022 : 128 p. En ligne : <https://www.seuil.com/ouvrage/pour-une-politique-de-la-jeunesse-camille-peugny/9782021492439>

[9] Dubet F. *La Galère : jeunes en survie*. Paris : Arthème Fayard, coll. Mouvement 4, 1987.

[10] Coquard B. *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*. Paris : La Découverte, coll. Poche/Sciences humaines et sociales, 2022. En ligne : <https://doi.org/10.3917/dec.coqua.2022.01>